

MASSACRE DU 17 OCTOBRE 1961 À PARIS

Les méthodes de la Gestapo usitées par Papon

«Par un coup reçu, nous en porterons dix», dit Papon le préfet de Paris aux policiers de la capitale française. Il leur ajouta : «Réglez vos comptes personnels avec les Algériens, vous êtes couverts par le pouvoir.» Cela se passait en 1961 lors de la manifestation pacifique de la communauté émigrée en France organisée par la Fédération de France du FLN.

Pour rappel, l'ancien préfet de Paris a été condamné en 1998 par la justice française pour complicité de crime contre l'humanité. Entre 1942 et 1944, il a participé à la déportation massive de Juifs pour leur extermination dans les sinistres chambres à gaz en Allemagne d'Hitler.

Ghafir Mohamed dit Moh Clichy, ancien responsable au sein de la Fédération de France du FLN au moment des événements dramatiques du 17 Octobre 1961, rappelle ces prises de position du préfet de police de l'époque pour souligner la gravité des dépassements enregistrés. Et pour cause,

de hauts responsables de l'Etat français autorisaient donc les fonctionnaires de police à procéder à des exécutions sommaires systématiques des Algériens de souche. Ce qui ressort du récit est que dans la capitale de l'humanisme universel, terre d'asile qui a vu la naissance de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la loi édictée par le droit est mise entre parenthèses pour l'application de celle du Talion contre des civils.

«C'est un crime d'Etat», s'insurge ce militant responsable de la Fédération de France. L'effarant bilan déploré à la fin du mois d'octobre 1961 faisait état au

minimum de 327 Algériens jetés dans la Seine, victimes par conséquent d'exécutions sommaires. Par ailleurs, à la lecture des témoignages on ne peut que s'indigner. Pour le malheur des Algériens de Paris, l'ancien préfet de la capitale française s'est inspiré des méthodes et la même organisation que la Gestapo contre les Algériennes et les Algériens qui réclamaient l'indépendance de leur pays.

Dans le témoignage de M. Ghafir, nous avons relevé quelques faits qui sont étrangement similaires à ceux qui se sont passés sous le régime de Vichy pour lequel Papon a fait cas de dévouement exemplaire. Il a décrété un couvre-feu exclusivement contre les Algériens, qualifié de raciste par le GPRA (Gouvernement provisoire de la République Algérienne). Il a monté une milice qui agissait en toute liberté pour mener des rafles



Maurice Papon.

Photo: DR

et des exécutions contre les émigrés algériens. Cette police parallèle dénommée Forces de police auxiliaire, dont le commandement revenait au capitaine Rymond Montaner, est composée de policiers marginaux et surtout de harkis, comme celle de Josef Darmand. La sinistre milice

de Darmand travaillait, rapelons-le, durant l'occupation de la France sous les ordres de la Gestapo. Elle collaborait au démantèlement des réseaux de la Résistance et à la déportation des Juifs de France.

«Papon, les camps d'assignation à résidence surveillée CARS où peuvent

être internés, sur simples décisions administratives sans jugement les Nord-Africains suspects. Les rafles massives sont organisées, les violences et les détentions arbitraires au faciès se multiplient», écrit dans son récit l'ancien responsable au sein de la FDF. Cela ressuscite bien entendu d'autres macabres souvenirs.

Papon a été condamné par la justice française pour complicité du crime commis contre les Juifs, par contre il n'a jamais été inquiété pour les forfaits qu'il a lui-même organisés contre les Algériens entre 1961 et 1962. Il faudrait peut-être au peuple algérien de patienter jusqu'à ce qu'apparaissent en Algérie des dirigeants qui auront la conviction et la force morale pour exiger le rétablissement de la justice pour les violences qu'il a subies.

A. L.

POUR DES DIVERGENCES POLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES AVEC CEUX QUI ONT PRIS LE POUVOIR

La Fédération de France marginalisée

Exceptée la courte période de la présidence de Mohamed Boudiaf qui a réhabilité la Fédération de France, il a signé à cet effet le décret 93/11 instituant la Journée nationale de l'immigration, ni cette instance ni ses cadres ou ses militants ne sont une odeur de sainteté pour le pouvoir algérien. Mais alors pourquoi cette animosité ?

Il est incontestable que la bataille de Paris menée avec brio par les militants et les responsables de la Fédération de France a permis au FLN et au GPRA d'accentuer leurs pressions politiques sur le gouvernement français. En effet six mois après les événements tragiques du 17 Octobre 1961,

le cessez-le-feu est signé le 19 mars 1962 par les représentants du GPRA et ceux de l'Etat français. Sur le déroulement de la guerre de libération, dès sa création la Fédération de France a fourni la logistique à cette révolution. Tout le monde s'accorde à dire que les militants de la 7^e Wilaya finançaient à hau-

teur d'environ 80 % du budget nécessaire à la guerre menée par le FLN contre le colonisateur.

Par ailleurs, la composante de cette instance a démontré ses hautes capacités à planifier des objectifs politiques, à élaborer des stratégies qui ont mis en déroute les plans de riposte élaborés par des hommes d'Etat et des concepteurs sortis des hautes écoles française. Elle a également fait étalage d'habileté à gérer des crises. Elle a été un terreau du militantisme pour l'émancipation des

Algériens. Tous les mouvements politiques dont le cheminement a convergé plus tard vers la guerre et la libération du pays, à commencer par l'Etoile nord africain sont nés ou pris de l'ampleur au sein de l'immigration en France. Or, tout le monde s'accorde à dire aussi que la Fédération de France comme instance et ses cadres ont été marginalisés. Cela dure encore. Mais alors pourquoi cette exclusion ? « Parce que tout simplement la Fédération de France a pris une position de neutralité lors

du conflit de l'été 1962. Elle a pris position qui sauvegarde l'idéal pour lequel des militants se sont sacrifiés.» Dira Ghafir ancien cadre de cette organisation.

La divergence est fondamentale. Les uns courent pour le pouvoir, les autres pour des idées progressistes. D'autres arguments sont avancés. «La Fédération de France a subi le même sort que les Wilayas 3 et 4 parce que la majorité de sa composante est berbérophone.», a-t-on entendu. Abstraction faite de l'appartenance eth-

nique de ses militants et cadres, il est de notoriété publique que ces mêmes militants et cadres ont revendiqué au sein du FLN post-indépendance, la citoyenneté pour les Algériens. D'ailleurs, à l'ouverture politique de 1989, un grand nombres de cadres et de militants se sont retrouvé à activer dans la famille des démocrates. «Eux qui ont combattu dans l'esprit du Congrès de la Soummam ne pouvaient pas cautionner le paternalisme despotique», estime un observateur.

A. L.

KATEB YACINE INTERPELLAIT LE PEUPLE FRANÇAIS

SUR LE MASSACRE DU 17 OCTOBRE 1961 :

«Tu as tout vu, et maintenant vas-tu te taire ?»

Des intellectuels algériens et étrangers qui ont vu les atrocités commises le 17 Octobre 1961 les ont dénoncées. L'auteur de Nedjma, Kateb Yacine, a, à travers un poème, interpellé le peuple français sur les injustices perpétrées. Il a commenté, par ailleurs, les événements tragiques en rappelant les manifestations du 11 Décembre 1960 qui se sont déroulées à Alger. Il écrivait, en l'occurrence, «réussir à Alger une telle démonstration de force, face à l'armée française omniprésente, suréquipée, et aux fascistes déchaînés de l'OAS, c'était énorme. Mais refaire, moins d'un an après, la même démonstration à Paris, la capitale d'un empire qui avait, au début du siècle, prétendu dominer le monde, c'était se jeter dans la gueule du loup ! Et c'est bien ce qui s'est passé le 17 Octobre 1961. On a vu ce jour-là, des dizaines de milliers d'Algériens affluer dans Paris, venus de toute la France. On a vu, place de l'Opéra, les parias des bidonvilles. Les journaux étaient pleins de ces images insoutenables qui m'inspiraient plus tard ces strophes de ce poème.»

Peuple français, tu as tout vu
Oui, tout vu de tes propres yeux
Tu as vu notre sang couler
Tu as vu ta police
Assommer les manifestants
Et les jeter dans la Seine.
La Seine rougissante
N'a pas cessé les jours suivants
De vomir à la face.
Du peuple de la commune
Ces corps martyrisés
Qui rappelaient aux Parisiens
Leurs propres révolutions
Leur propre résistance
Peuple français, tu as tout vu
Oui tout vu de tes propres yeux,
Et maintenant vas-tu parler ?
Et maintenant vas-tu te taire ?

Qui est Ghafir Mohamed ?

Ghafir Mohamed, né le premier janvier 1934 en Petite Kabylie, dans le Nord sétifien, était, pendant la bataille de Paris, chef de la superzone de la Wilaya 1 et membre du comité de cette wilaya (Paris-Sud) de la Fédération de France du FLN.

Il est plus connu par les militants FLNistes de cette fédération sous le pseudonyme de Moh Clichy, localité où il fait son engagement, en 1955, au sein de ce parti.

A l'issue d'une scolarité concrétisée par l'obtention d'un Certificat d'études en 1950, il quitte, l'année suivante, son village natal pour rejoindre Alger où il suivra pendant 3 années une formation.

Il a fait son apprentissage politique dans la section des Scouts musulmans de Guenzet, berceau du nationalisme.

A 21 ans (1955), il traverse la Méditerranée pour rejoindre à Paris la forte communauté émigrée issue de Guenzet. Il arrive à Clichy pour intégrer rapidement le FLN. Très rapidement, il se voit confier des responsabilités de la zone.

Il participe à l'opération de quadrillage de Paris, déclenchée à l'initiative du FLN afin de recruter massivement des militants. Le 8 janvier 1958 il est arrêté par la DST. En juillet



de la même année, il est condamné à 2 ans de prison.

La chambre d'appel lui rajoute une année supplémentaire. Devant le magistrat de cette instance, il a fait, selon les instructions du FLN, un discours politique rejetant la compétence de la justice française pour le juger.

«Nous sommes des citoyens d'un pays dont le gouvernement est le GPRA. Nous ne reconnaissons pas votre compétence.» C'est la réponse

systématique des militants qui sont déferés devant la justice française.

A sa libération, il se voit confier la responsabilité de la superzone n°1 de Paris-Sud (wilaya 1 zone 1).

A l'arrestation d'un responsable zonal il prend en charge le secteur en question. Quinze jours après les événements du 17 Octobre 1961, il échappe en compagnie des membres du comité de la Wilaya une aux agents, en sautant du premier étage.

Il continue dans la clandestinité ses activités jusqu'à l'Indépendance. M. Ghafir a reçu, en 2007, à l'occasion de la commémoration des événements d'Octobre 1961, la médaille de citoyen d'honneur de la ville de Clichy en hommage à lui et à ses compagnons, de leur combat de résistance contre la répression et les massacres des civils algériens à Paris.

Il est actuellement l'invité, en tant qu'ancien de la Fédération de France, de Michel Beaumale, maire de Stains (France), pour assister à la cérémonie de «l'hommage qui sera rendu aux victimes de la répression policière du 17 Octobre 1961 et à la rencontre-témoignage sur les aspects de la Guerre d'Algérie en France.»

A. L.